

Sri Lanka: Situation des membres du LTTE et impact de l'élection présidentielle du 16 novembre 2019

Recherche rapide de l'analyse-pays

Berne, le 19 décembre 2019

Cette recherche repose sur des renseignements d'expert-e-s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert-e-s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

Impressum

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)
Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Fax 031 370 75 00
E-mail : info@osar.ch
Internet: www.osar.ch
CCP dons: 10-10000-5

Version disponible en français

COPYRIGHT

© 2019 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

1 Introduction

Le présent document a été rédigé par l'analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) à la suite d'une demande qui lui a été adressée. Il se penche sur les questions suivantes :

1. Il y a-t-il des indications selon lesquelles les personnes tamoules ayant un lien avec les *Liberation Tigers of Tamil Eelam* (LTTE), avéré ou suspecté, sont intimidées ou persécutées ?
2. Le résultat de l'élection présidentielle du 16 novembre 2019 peut-il avoir un impact sur la situation de ces personnes.

Pour répondre à ces questions, l'analyse-pays de l'OSAR s'est fondée sur des sources accessibles publiquement et disponibles dans les délais impartis (recherche rapide) ainsi que sur des renseignements d'expert-e-s et des recherches menées sur place en octobre 2019 lors d'une mission d'enquête de l'OSAR.

2 Situation des personnes tamoules présentant un lien avec les LTTE

Anciens membres LTTE présumé-e-s ou avéré-e-s sont surveillé-e-s et harcelé-e-s par les forces de sécurité. Dans son rapport sur la situation des droits humains en 2018 au Sri Lanka, le *US Department of State* avance que les personnes tamoules affirment être régulièrement surveillées et harcelées par les forces de sécurité partout dans le pays et en particulier dans le nord et l'est. Ceci affecte les membres de la communauté tamoule en général et plus particulièrement les activistes et anciens membres des *Liberation Tigers of Tamil Eelam* (LTTE), avérés ou présumés (USDOS, 13 mars 2019). Le *Department of Foreign Affairs and Trade* australien, dans son rapport du 4 novembre, avançait que les autorités continuent à surveiller les rassemblements publics et les manifestations des membres de la communauté tamoule dans le nord et l'est. Elles pratiquent la surveillance ciblée et l'interrogation d'individus ou de groupes. Les forces de sécurité sont plus susceptibles de surveiller les personnes liées à des thématiques politiquement sensibles liées à la guerre (DFAT, 4 novembre 2019). Selon une personne de contact de l'OSAR activiste des droits humains au Sri Lanka rencontrée sur place en octobre 2019 (*personne de contact A*), bien que le risque pour les ancien-ne-s membres des LTTE a considérablement diminué depuis 2015 et l'arrivée de Maithripala Sirisena au pouvoir, ils et elles continuent à être surveillé-e-s de près.

Informations contradictoires sur les disparitions forcées. Recours à la torture répandu. Les ancien-ne-s membres LTTE toujours exposé-e-s. Dans une recherche de janvier 2018 et un rapport thématique de décembre 2016 (dont les passages pertinents ont été reproduits au point 4), l'OSAR relevait plusieurs cas d'enlèvements, de torture, de violence sexuelle perpétrés par des membres des forces de défense et de sécurité à l'encontre des personnes tamoules. Mentionnant un rapport de L'*International Truth and Justice Project* (ITJP) de juillet 2017, l'OSAR rapportait que les forces de défense et de sécurité avaient enlevé et procédé à des arrestations illégales, des tortures et des viols de personnes tamoules. Citant un rapport du *UK Home Office* de 2017, l'OSAR soulignait que les ancien-ne-s membres LTTE avéré-e-

s ou présumé-e-s placé-e-s en détention étaient traité-e-s de manière plus défavorable que les autres détenus et étaient ainsi davantage exposé-e-s au risque de torture (OSAR, 12 janvier 2018 & 18 décembre 2016). Selon *Brito Fernando* président de l'association *Families of the Disappeared* et quatre autres personnes de contact toutes activistes des droits humains au Sri Lanka et rencontrées sur place par l'OSAR en octobre 2019 (*personne de contact B, C, D et E*), la présidence de Maithripala Sirisena (2015 - 2019) s'est accompagnée de plusieurs améliorations notables. Il n'y a notamment plus eu de disparitions forcées enregistrées. Selon la *personne de contact B* toutefois la torture en détention reste une problématique majeure au Sri Lanka. Toute personne socialement défavorisée est potentiellement plus exposée, car les auteurs savent qu'elle ne pourra pas leur nuire ultérieurement. Une personne de contact travaillant pour une organisation internationale dans le domaine des droits humains à Colombo (*personne de contact F*) estime également que la torture est très répandue dans les lieux de détention du pays.

La crainte de disparaître persiste pour les ex-cadre LTTE. Selon l'information d'une personne de contact de l'OSAR activiste des droits humains au Sri Lanka (*personne de contact H*) reçue par téléphone le 30 octobre 2019, si depuis 2015 le risque de disparaître a très fortement baissé par rapport aux années de guerre et d'immédiate après-guerre, la crainte de disparaître, elle, persiste. Les ex-cadres du LTTE, particulièrement celles et ceux ayant pris part activement dans les combats, connaissent la crainte de se voir un jour arrêté-e-s et de disparaître.

Les ancien-ne-s membres LTTE facilement mis sous pression par les forces de sécurité. Une personne de contact de l'OSAR activiste des droits humains au Sri Lanka rencontrée sur place en octobre 2019 (*personne de contact I*) estime que la loi s'applique de manière inégale pour les ancien-ne-s membres des LTTE. Fortes des informations sur les antécédents des ancien-ne-s membres des LTTE, les forces de sécurité peuvent jouer de pression sur ces derniers/ières en les menaçant de les arrêter. La *personne de contact A* précise que les ex-cadres sont très contrôlé-e-s et ne peuvent qu'avoir un comportement absolument irréprochable, même s'ils ou elles ont été réhabilité-e-s.

Les ex-cadres LTTE peuvent constituer des cibles faciles auxquelles faire porter une responsabilité quelconque. Les ancien-ne-s membres LTTE sont surveillé-e-s et leurs antécédents sont connus. Ils et elles constituent donc une cible facile et peuvent être arrêté-e-s facilement pour des raisons qui les dépassent, explique la *personne de contact E*. Le 30 novembre 2018, deux policiers en service ont été assassinés à un point de contrôle à Batticaloa. Un ex-cadre des LTTE a ensuite été arrêté et détenu sous le régime spécial de prévention du terrorisme, comme l'explique le média *Tamil Guardian*. Il a été relâché six mois plus tard et aucune charge n'a été retenue contre lui (*Tamil Guardian*, 11 mai 2019). Selon les analyses concordantes de la *personne de contact I* et de la *personne de contact E* cette affaire indique que les ex-cadre LTTE peuvent facilement servir de bouc-émissaires et être accusé-e-s à tort.

Suspicion d'appartenance aux LTTE pour les retournés. Dans sa recherche de janvier 2018, l'OSAR notait aussi que selon l'*International Truth and Justice Project* (ITJP), un retour de l'étranger ainsi qu'un lien présumé ou avéré avec les LTTE peut accentuer l'exposition au risque d'enlèvement et de torture. En effet, l'ITJP a répertorié, dans son étude de juillet 2017, un nombre significatif de personnes tamoules enlevées après leur retour de l'étranger puis

interrogées (OSAR 12 janvier 2018 & 18 décembre 2016). D'après un prêtre catholique rencontré au Sri Lanka en octobre 2019 (*personne de contact G*), les retourné-e-s revenant de l'Occident (par opposition à ceux revenant de l'Inde ou du Golfe) sont dans une situation compliquée ; ils ou elles sont surveillé-e-s et les forces de sécurité sont particulièrement suspicieuses à leur sujet. Les autorités chercheront à comprendre, dès l'arrivée à l'aéroport, si la personne a eu un lien avec les LTTE. Selon une personne de contact de l'OSAR travaillant pour une organisation internationale au Sri Lanka (*personne de contact H*), les personnes retournées subissent systématiquement un interrogatoire à leur arrivée à l'aéroport de Colombo. Interviennent successivement les services d'immigration puis les services de police. L'interrogation peut durer d'une heure à plusieurs jours. Une fois libérée la personne retournée sera visitée par la police au lieu de résidence qu'elle aura indiqué (le plus souvent le *Criminal Investigation Department*, CID).

3 Craintes pour les minorités suite à l'élection présidentielle du 16 novembre 2019

Victoire à l'élection présidentielle d'une figure polarisante et liée à des crimes de guerre dont le plan politique s'appuie sur les clivages ethniques. Le 16 novembre 2019, Gotabaya Rajapaksa – ancien ministre de la défense durant la phase finale de la guerre civile et frère du président de l'époque – a remporté l'élection présidentielle avec 52.25 pourcents des voix, devançant de plus de dix points son principal rival Sajith Premadasa (42 pourcents) rapporte l'*International Crisis Group* (ICG). La même source relève que Gotabaya Rajapaksa est lié à des atrocités commises durant la guerre et estime qu'il est une figure polarisante au Sri Lanka. Les résultats de l'élection du 16 novembre ont en effet révélé de profondes divisions au sein de l'électorat qui suivent les lignes ethniques (ICG, 18 novembre 2019). Selon le *Nikkei Asian Review*, tout le plan politique de Gotabaya Rajapaksa est basé sur l'exploitation des clivages ethniques. User d'une telle stratégie dans un pays où les blessures sont encore ouvertes est un pari potentiellement dangereux, estime la source (*Nikkei Asian Review*, 30 octobre 2019).

Une campagne axée sur le nationalisme pro-cinghalais, un électorat presque exclusivement cinghalais et de lourds antécédents sont autant de facteurs qui font de Gotabaya Rajapaksa une crainte pour les minorités religieuses et ethniques. Selon l'ICG, plusieurs éléments suggèrent que les persistantes tensions ethniques et religieuses pourraient dangereusement s'accroître sous la présidence de Gotabaya Rajapaksa. Ces éléments sont d'abord l'accent fortement nationaliste et pro-cinghalais qui a caractérisé la campagne du candidat Rajapaksa (ICG, 18 novembre 2019). Comme le fait remarquer la BBC, Rajapaksa a utilisé les attaques islamistes du dimanche de Pâques pour raviver la flamme du nationalisme cinghalais (BBC, 25 novembre 2019). Ensuite, le fait qu'il se soit appuyé presque exclusivement sur l'électorat cinghalais pour obtenir la victoire. Enfin, les politiques mises en œuvre par le frère de Gotabaya, Mahinda Rajapaksa, durant ses dix années de présidence (2005 - 2015). Ceci représente, selon l'analyse de l'ICG, un risque pour les minorités ethniques et religieuses (ICG, 18 novembre 2019).

Un changement de narratif au sommet de l'État qui favorise une réponse sécuritaire plus dure au détriment des minorités. Selon la *personne de contact F*, avec la victoire de Gotabaya on assiste à un changement de narratif au sommet de l'État sri-lankais. Si les mots

d'ordre du précédent gouvernement étaient la réconciliation et la paix, Rajapaksa axe davantage ses priorités politiques autour de la sécurité. L'ICG, relève que Gotabaya a montré peu d'intérêt à apaiser les tensions inter-ethniques qui perdurent dans le sillage de 26 ans de guerre civile. ICG rappelle en outre que, durant la guerre et dans les années qui ont suivi, Gotabaya s'est fermement opposé à toute réformes qui aurait abordé les revendications des Tamoules, y compris celles qui leur auraient donné plus d'autonomie. Ceci s'est retrouvé durant la campagne (ICG, 18 novembre 2019). Ce changement de narratif pourrait inciter des membres des forces de sécurité à agir de manière plus répressive, notamment envers les minorités, même en l'absence d'instructions précises de la hiérarchie. Il crée, à lui seul, un environnement propice à une action policière plus répressive.

Un gouvernement composé de certains membres liés à des allégations de crimes de guerre. Comme rapporté sur le site *Adaderana*, Gotabaya Rajapaksa a nommé Kamal Gunaratne au poste de ministre de la défense le 19 novembre 2019 (*Adaderana*, 19 novembre 2019). Durant la phase finale de la guerre contre les LTTE, rappelle le média JDS, Kamal Gunaratne a mené la 53^{ème} Division présumée responsable de crimes de guerre. En 2017, Gunaratne a aussi appelé au meurtre de personnes qui soutenaient un projet de nouvelle constitution (JDS, 19 novembre 2019). Le média *The Hindu* note que Douglas Devananda a été nommé au rang de ministre de la pêche et des ressources aquatiques (*The Hindu*, 29 novembre 2019). La *personne de contact E* rappelle que Douglas Devananda est le leader du Eelam People Democratic Party (EPDP) – groupe tamoule fondé en 1987 et pro-gouvernemental – auquel on attribue les enlèvements en camionnettes blanches ('white van' abductions).

L'armée appelée à renforcer le maintien de l'ordre. Le 22 novembre 2019, le *Gouvernement du Sri Lanka* a informé que, par décret présidentiel, les forces armées du Sri Lanka étaient désormais appelées à remplir une fonction de maintien de l'ordre public dans plusieurs districts administratifs (*Gouvernement du Sri Lanka*, 22 novembre 2019).

Des cas d'arrestations des personnes tamoules enregistrés depuis l'élection. Depuis l'élection du 16 novembre, des cas d'arrestations de personnes tamoules ont été observés dans le pays.

Selon le média *Tamil Guardian*, le 26 novembre 2019 la police a arrêté et temporairement détenu 13 Tamoules en marge des préparatifs de la cérémonie commémorative des martyrs (Maaveerar Naal) à Mullivaikkal. Les 13 ont été interrogé-e-s et averti-e-s de ne pas utiliser les emblèmes LTTE (*Tamil Guardian*, 26 novembre 2019).

Selon le *Tamil Guardian*, le 4 décembre 2019 une personne musulmane a été arrêtée à son domicile pour avoir planifié un attentat contre Gotabaya Rajapaksa. Quatre Tamoules qui habitaient dans la même maison ont été également arrêté-e-s. Ils ou elles ont été ensuite libéré-e-s sous caution (*Tamil Guardian*, 5 décembre 2019).

Selon le *Daily Mirror*, le 8 décembre 2019, quatre Tamoules ont été arrêté-e-s par le *Terrorism Investigation Department* (TID) – le corps de police en charge du contre-terrorisme. Il s'agissait de quatre ancien-ne-s membres supposé-e-s du LTTE non-réhabilité-e-s auquel-le-s le TID reprochait de vouloir reformer les LTTE. Les familles de deux des quatre ont rapporté la disparition de leurs proches avant d'être informées de leur arrestation (*Daily Mirror*, 10 décembre 2019).

4 Sources

Adaderana, 19 novembre 2019 :

« Major General (Retired) Kamal Gunaratne has been appointed as the new Secretary to the Ministry of Defence.

The new appointment has been made by President Gotabaya Rajapaksa, who officially assumed duties at the Presidential Secretariat in Colombo this morning. [...]

Kamal Gunaratne is the former Commander Security Forces Headquarters - Wannai, General Officer Commanding (GOC) 53 Division, Colonel of the Regiment, Mechanized Infantry Regiment (MIR) and Master General Ordnance (MGO) of the Army Headquarters. » Source : Adaderana, Kamal Gunaratne appointed new Defence Secretary, 19 novembre 2019 : www.adaderana.lk/news/59146/kamal-gunaratne-appointed-new-defence-secretary.

BBC, 25 novembre 2019 :

« But behind the celebrations, many are worried about what Gotabaya Rajapaksa's election will mean for Sri Lanka.

"The Rajapaksas have already used the Islamist bombings [on Easter Sunday] to fan the flame of Sinhalese nationalism.... The prospect of an alleged war criminal still wedded to extrajudicial methods becoming president [rightly terrifies](#) minority groups, the media and civil-liberties advocates," writer and analyst Brahma Chellaney said.

Others have warned "the Rajapaksa political playbook is based on [mining ethnic fault lines](#)".

Author Ana Pararajasingham, writing in The Diplomat, warned that a victory for Rajapaksa was "bound to have consequences for democracy in Sri Lanka".

Some media outlets also sounded the alarm bell.

State-owned Sunday Observer newspaper published a front-page editorial on 10 November titled "[We fear Gotabaya](#)", highlighting grave potential consequences to media freedom if he was elected.

"The Rajapaksa standing for election this time, was the defence secretary under whose watch journalists were killed and abducted and citizens exercising their democratic right to protest were shot to death... To Gotabaya Rajapaksa's die-hard followers, none of this matters. His alleged violent rule, is what makes him their champion," it wrote. » Source : British Broadcast Company – BBC, Gotabaya Rajapaksa: Sri Lanka's powerful new president, 25 novembre 2019 : www.bbc.com/news/world-asia-50389014.

Daily Mirror, 10 décembre 2019 :

« Terrorist Investigation Division (TID) said that four non-rehabilitated LTTE cadres have been taken into custody in the Muthur and Sampur areas on Sunday when they were engaged in rejuvenating LTTE. [...]

Having questioned from them, one T56 rifle, two magazines, 61 live cartridges, one claymore mine, three live grenades, three detonators and 31 live ammunition used for 9 mm. pistols had been recovered. Four suspects had been taken to Colombo Terrorist Investigation Division for further questioning. » Source : Daily Mirror, Four persons who tried to rejuvenate LTTE arrested, 10 décembre 2019 : www.dailymirror.lk/breaking_news/Four-persons-who-trying-to-rejuvenate-LTTE-arrested/108-179360.

DFAT, 4 novembre 2019 :

« Many Tamils, particularly in the north and east, reported being monitored, harassed, arrested or detained by security forces during the war. While LTTE members and supporters were almost all Tamil, security forces also imputed LTTE support based on ethnicity, and emergency regulations were, at times, applied in a discriminatory manner. [...]

Members of the Tamil community claim that authorities continue to monitor public gatherings and protests in the north and east, and practise targeted surveillance and questioning of individuals and groups. Security forces are most likely to monitor people associated with politically-sensitive issues related to the war, including missing persons, land release and memorial events. Local sources told DFAT that the method of monitoring today was more subtle. » Source : DFAT – Australian Government – Department of Foreign Affairs and Trade : DFAT Country Information Report Sri Lanka, 4 novembre 2019, p. 24, : www.ecoi.net/en/file/local/2019380/country-information-report-sri-lanka.pdf.

Gouvernement du Sri Lanka, 22 novembre 2019 :



ශ්‍රී ලංකා ප්‍රජාතාන්ත්‍රික සමාජවාදී ජනරජයේ ගැසට් පත්‍රය
අති විශේෂ
The Gazette of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka
EXTRAORDINARY

අංක 2150/77 - 2019 නොවැම්බර් මස 22 වැනි සිකුරාදා - 2019.11.22
No. 2150/77 - FRIDAY, NOVEMBER 22, 2019

(Published by Authority)

PART I : SECTION (I) — GENERAL

Government Notifications

THE PUBLIC SECURITY ORDINANCE (CHAPTER 40)

Order

BY Virtue of the powers vested in me by Section 12 of the Public Security Ordinance (Chapter 40), I, Gotabaya Rajapaksa, President, do by this order call out with effect from November 22, 2019, all the members of the Armed Forces specified in the first schedule hereto, for the maintenance of public order in the areas specified in the second schedule hereto.

GOTABAYA RAJAPAKSA,
President.

«

Colombo,
November 22, 2019.

FIRST SCHEDULE

The Sri Lanka Army
The Sri Lanka Navy
The Sri Lanka Air Force

SECOND SCHEDULE

The Administrative District of Colombo and the territorial water adjacent to such District
The Administrative District of Gampaha and the territorial water adjacent to such District
The Administrative District of Kalutara and the territorial water adjacent to such District

LA - G 31471—382 (11/2019)
This Gazette Extraordinary can be downloaded from www.documents.gov.lk



2A I කොටස : (I) ඡේදය - ශ්‍රී ලංකා ප්‍රජාතාන්ත්‍රික සමාජවාදී ජනරජයේ අති විශේෂ ගැසට් පත්‍රය - 2019.11.22
PART I : SEC (I) - GAZETTE EXTRAORDINARY OF THE DEMOCRATIC SOCIALIST REPUBLIC OF SRI LANKA - 22.11.2019

SECOND SCHEDULE (Contd.)

The Administrative District of Kandy
The Administrative District of Matale
The Administrative District of Nuwara Eliya
The Administrative District of Galle and the territorial water adjacent to such District
The Administrative District of Matara and the territorial water adjacent to such District
The Administrative District of Hambantota and the territorial water adjacent to such District
The Administrative District of Jaffna and the territorial water adjacent to such District
The Administrative District of Kilinochchi
The Administrative District of Mannar and the territorial water adjacent to such District
The Administrative District of Vavuniya
The Administrative District of Mullaitivu and the territorial water adjacent to such District
The Administrative District of Batticaloa and the territorial water adjacent to such District
The Administrative District of Ampara and the territorial water adjacent to such District
The Administrative District of Trincomalee and the territorial water adjacent to such District
The Administrative District of Kurunegala
The Administrative District of Puttalam and the territorial water adjacent to such District
The Administrative District of Anuradhapura
The Administrative District of Polonnaruwa
The Administrative District of Badulla
The Administrative District of Monaragala
The Administrative District of Ratnapura
The Administrative District of Kegalle.

»

Source : Gouvernement du Sri Lanka, Department of Government Information, The Public Security Ordinance, 22 novembre 2019 : www.dgi.gov.lk/news/press-releases-sri-lanka/1934-2019-11-22-gazette-the-public-security-ordinance.

ICG, 18 novembre 2019 :

« On 16 November, Gotabaya Rajapaksa – who served as defence secretary during the final phase of Sri Lanka’s brutal civil war – won a decisive victory in Sri Lanka’s presidential election.

Although Rajapaksa’s victory was not a surprise, the margin of his win exceeded expectations among many analysts. The candidate of the Sri Lanka Podujana Peramuna (SLPP) and brother of former president Mahinda Rajapaksa, Gotabaya (who, like Mahinda, is widely known by his first name) captured 52.25 per cent of the vote. His main rival, Sajith Premadasa, candidate of the ruling United National Party (UNP), came in second with 42 per cent.

Gotabaya, who has been linked to atrocities committed at the end of the war, is a polarising figure in Sri Lanka, and Saturday’s vote revealed sharp divisions in the electorate along ethnic lines.

Although both candidates were from the ethnic majority Sinhalese community, Rajapaksa, who ran a strongly Sinhala nationalist campaign, was the outsize winner among the Sinhalese, securing such a huge majority that he needed few if any votes from ethnic Tamil or Muslim voters. [...]

The strongly Sinhala nationalist character of Gotabaya’s campaign, his reliance for the win almost entirely on votes from Sinhalese, and his brother’s policies during his ten years in office (2005-2015) all suggest that persistent ethnic and religious tensions – [which increased following the Easter bombings](#) – could dangerously sharpen under Gotabaya’s presidency. [...]

Gotabaya has indicated little interest in helping heal the bitter ethnic divisions that endure in the wake of the country's devastating 26-year civil war, which pitted the government against an insurgency led by the Tamil Tigers and left 100,000-150,000 people dead.

Grievances and political marginalisation of Tamils gave rise to decades of inter-ethnic violence that included abuses and rights violations by both government and Tamil Tiger forces. Throughout the war and in its aftermath, Gotabaya has opposed reforms that would address Tamil concerns, including ones that would decentralise power and give the Tamils greater control over their own affairs.

Both he and the SLPP denounced efforts by the outgoing UNP-led government to draft a new constitution that would move in this direction by, among other things, expanding the powers of the provinces, arguing that such changes threaten national security and the Buddhist and unitary nature of the state.

The risk of renewed Tamil militancy is very low, however, given the destruction of the Tamil Tigers and their support base and the enormous number of troops still stationed in the north, where the Tamil population is concentrated, ten years after the end of the war. Surveillance of northern Tamils is extensive, with military intelligence informers reportedly placed in every village.

The Rajapaksas and the SLPP have denounced even the modest reduction in the military's footprint in the north that occurred since the change of government in 2015, claiming that it endangers national security; and they are unlikely to relax further the military's presence in Tamil-majority areas. » Source : ICG – International Crisis Group: Sri Lanka's Presidential Election Brings Back a Polarising Wartime Figure, 18 novembre 2019: www.crisis-group.org/asia/south-asia/sri-lanka/sri-lankas-presidential-election-brings-back-polarising-wartime-figure.

JDS, 19 novembre 2019 :

« One of the first official duties of the new president was to appoint another alleged war criminal Kamal Gunaratne as the secretary of defence.

Troops belong to 53rd division under Major General Gunaratne are accused of sexually assaulting and killing the female Tamil journalist Isaipriya, attached to LTTE media unit. » Source : JDS, New Sri Lanka president declares pro Sinhala Buddhist policy, 19 novembre 2019 : www.jdslanka.org/index.php/news-features/politics-a-current-affairs/917-new-sri-lanka-president-declares-pro-sinhala-buddhist-policy.

Nikkei Asian Review, 30 octobre 2019 :

*«**The Rajapaksa political playbook is based on mining ethnic fault lines.** Political insiders say the Rajapaksas have set their sights on trying to win close to 65% of the vote -- a challenging feat -- through such ethno-populist tactics in 10 heavily Sinhalese-dominated districts along the south, central, northwest and north-central regions. **Analysts said that playing on such ethnic emotions opens new wounds of a still unhealed nation, making the Rajapaksas' strategy a potentially dangerous gamble.** [...]*

His opponents warn that the new political culture that took root after 2015, which allows a free and robust media and independent institutions to flourish, could be endangered. A victory for Gotabaya in the presidential election, followed by one for Mahinda in parliamentary elections, could test the durability of that new culture.

"If Gotabaya wins, it will be difficult for him to impose a sweeping autocratic system, since the foundation has been laid for wider democratic development," said Lakshan Dias, a human rights lawyer. "The people will not give up their freedom; there will be a backlash locally and internationally." » Source : Nikkei Asian Review, Divide and conquer: Sri Lankan strongman plots an election return, 30 octobre 2019 : <https://asia.nikkei.com/Spotlight/Cover-Story/Divide-and-conquer-Sri-Lankan-strongman-plots-an-election-return>.

OSAR, 12 janvier 2018 :

Enlèvements, tortures et violences sexuelles perpétrés par les forces de sécurité étatiques, les personnes tamoules dans le nord particulièrement touchées. *Il existe de nombreuses indications crédibles selon lesquelles des membres des forces de sécurité étatiques et des militaires enlèvent des personnes au Sri Lanka, les maintiennent illégalement en détention, les torturent et les libèrent ensuite contre une rançon. Le rapport de l'US Department of State d'avril 2017 relève qu'il existe des allégations fiables selon lesquelles l'armée et la police enlèveraient des personnes, les tortureraient et les soumettraient à la violence sexuelle. L'International Truth and Justice Project (ITJP), sous la direction de Yasmeen Sooka,¹ indique dans son rapport de juillet 2017 que la police et les militaires ont continué de procéder en 2016 et 2017 à des enlèvements, des arrestations illégales, des tortures et des viols de personnes tamoules, les libérant finalement contre le paiement d'une rançon. Dans tous les cas documentés par l'ITJP, les victimes d'enlèvement et de torture n'ont été arrêtées ni dans le cadre du Prevention of Terrorism Act (PTA), ni en vertu d'aucune autre loi. L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés signalait en décembre 2016, en se référant à des rapports de l'ITJP et d'autres sources, que des personnes tamoules ont été enlevées dans le nord du pays dans des fourgonnettes «non signalisées» souvent blanches (White Vans) pour être en partie torturées par la suite. Plusieurs personnes de contact sur place interrogées par l'UK Home Office en juillet 2016 (Sampanthan/Sumanthiran, Fr. Elil Rajendram, Tamil Civil Society Forum) mentionnaient également que les forces de sécurité étatiques enlèvent et emprisonnent des personnes tamoules, en particulier dans le nord du pays (UK Home Office, 2017). D'après l'UN Committee Against Torture (UNCAT, 2017), des rapports crédibles indiquent que la pratique de «White-Van-Abductions» de personnes tamoules n'aurait pas cessé dans les années suivant la fin du conflit armé. Environ 48 localités ayant servi entre 2009 et 2015 pour commettre des actes de torture ou comme station de transit vers d'autres localités pour des tortures auraient ainsi été identifiées. Le Comité a reçu des informations selon lesquelles de*

¹ Yasmeen Sooka est une avocate renommée en matière de droits humains et *Executive Director* de la *Foundation for Human Rights in South Africa*. Elle est une experte internationale de premier plan dans le domaine de la justice transitionnelle. De 2010 à 2011, elle était l'une des trois membres du panel d'experts de l'ONU qui conseillait le Secrétaire général des Nations Unies sur la responsabilité des crimes de guerre durant la dernière phase du conflit au Sri Lanka. Elle a publié divers rapports sur le Sri Lanka en 2014. Yasmeen Sooka a fait partie de la *South African Truth and Reconciliation Commission* de 1996 à 2001, puis de la *Truth and Reconciliation Commission of Sierra Leone* entre 2002 et 2004. Membre de l'*Advisory Body* relatif à la résolution 1325 des Nations Unies, elle était aussi membre de plusieurs missions consultatives de l'ONU concernant la justice transitionnelle en Afghanistan, au Burundi, au Kenya, au Népal et en Ouganda. En outre, elle conseille régulièrement le Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse.

nombreuses personnes soupçonnées d'une quelconque connexion avec les anciens Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE), parfois même très éloignée, ont été enlevées et brutalement torturées. Ce faisant, des hommes et des femmes auraient souvent été victimes de violences sexuelles et de viols. Aussi bien des membres de l'armée que de la police auraient, selon l'UN Committee Against Torture, perpétré ces tortures et viols dans des centres de détention non officiels, notamment dans certains quartiers généraux de forces de sécurité, des camps de l'armée, des camps de personnes déplacées (Internally Displaced Persons – IDPs) et des centres de réhabilitation.

[...]

Arrestations s'apparentant à des enlèvements par des acteurs étatiques, torture courante en détention, en particulier contre des membres présumés des LTTE. Des indices laissent aussi suggérer que des membres des forces de sécurité étatiques et des militaires arrêtent parfois des personnes dans le cadre d'actions semblables à des enlèvements sans s'identifier comme des représentants des autorités. Les personnes touchées réapparaîtraient ensuite – à la différence des cas documentés par l'ITJP – en garde à vue policière. Interrogé par l'UK Home Office en juillet 2016, l'UN Senior Human Rights Advisor in Sri Lanka déclarait ainsi au sujet des arrestations effectuées en 2015 et s'apparentant à un enlèvement sans identification adéquate qu'il ne s'agissait pas à proprement parler de «disparition forcée» comme les années précédentes, étant donné que les personnes réapparaissent par la suite en garde à vue policière.

Selon l'UN Senior Human Rights Advisor in Sri Lanka, la torture par la police est monnaie courante et reste impunie (UK Home Office, 2017). L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés a aussi souligné en décembre 2016, faisant référence à de nombreuses sources crédibles, que la torture était une pratique courante et très répandue en détention.

L'ONG Rights Now a déclaré en juillet 2016 que les anciens membres avérés et présumés des LTTE continuent d'être placés en détention et seraient traités de manière plus défavorable que des criminels «normaux» (UK Home Office, 2017). Se référant à diverses sources, l'OSAR (2016) rapporte que lors d'un lien présumé avec les LTTE, les personnes concernées subissent très probablement des tortures en détention.

[...]

Profil des personnes enlevées et torturées (cas de l'ITJP): ethnie tamoule, activités politiques, retour de l'étranger, connexions avec les LTTE, témoins de crimes de guerre. Les cas documentés par l'ITJP concernent exclusivement des personnes tamoules. Selon les informations du rapport de l'ITJP (juillet 2017), sur la base des témoignages de personnes enlevées et torturées, il existerait souvent plusieurs raisons se chevauchant pour lesquelles les personnes touchées d'ethnie tamoule se sont retrouvées dans le collimateur des forces de sécurité sri-lankaises. D'une part, la participation à des événements commémoratifs ou l'exécution d'un travail politique de bas niveau pour des parlementaires locaux tamouls pourraient constituer un risque. Cela peut inclure la distribution de tracts ou d'affiches, la récolte de signatures pour des pétitions ou la collecte des noms de personnes disparues (ITJP, juillet 2017). Des précédents rapports de l'ITJP ont également mis en évidence des activités politiques ou critiques assez similaires à l'encontre du gouvernement qui pouvaient conduire à une mise en danger (voir OSAR, 2016).

Un retour de l'étranger peut en outre contribuer à accentuer le risque qu'une personne soit enlevée et torturée. Selon le rapport actuel de l'ITJP (juillet 2017), un nombre significatif de personnes touchées ont été enlevées après leur retour puis interrogées sur des activités et des personnes tamoules à l'étranger.

Enfin, selon le rapport de l'ITJP (juillet 2017), un lien avec les Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE) peut aussi conduire à l'enlèvement et la torture d'une personne. Des personnes touchées présentent ainsi un faible lien ou un statut de membre de bas niveau des LTTE sans l'avoir préalablement mentionné aux autorités et sans avoir suivi de processus de «réhabilitation». Dans certains cas, le lien des personnes enlevées et torturées réside simplement dans le fait qu'un membre de la famille était membre des LTTE. Par exemple, parmi les personnes concernées figurent des descendants d'ancien-ne-s combattant-e-s des LTTE eux-mêmes trop jeune pour avoir été combattant-e-s des LTTE. Des anciens rapports de l'ITJP (voir OSAR, 2016) relèvent aussi que des connexions directes ou indirectes avec les LTTE constituent des facteurs pouvant engendrer un risque.

Enfin, plusieurs personnes ont été enlevées et torturées en raison de soupçons pesant sur elles de liens avec le suspect des LTTE Edward Julian. L'ancien membre des LTTE Edward Julian a été arrêté à Kilinochchi en mars 2016 après qu'une « Suicide Jacket » ainsi que des explosifs et des munitions aient été trouvés dans sa maison à Chavakachcheri (district de Jaffna). En relation à cet incident, au moins 28 personnes ont été arrêtées en vertu du PTA entre le 29 mars et le 26 juin 2016 (ITJP, juillet 2017).

Des rapports antérieurs de l'ITJP (voir OSAR, 2016) montrent en outre que de nombreuses victimes ont été témoins de crimes de guerre commis par les forces de sécurité sri-lankaises au cours de la dernière phase du conflit.

Interrogatoires focalisés sur le regroupement des LTTE, «opérations de nettoyage» contre les anciens membres des LTTE, financement des LTTE à l'étranger. Le contenu des interrogatoires, au regard des témoignages recueillis par l'ITJP, suggère aussi qu'un lien avec les LTTE peut représenter un risque. L'ITJP (juillet 2017) relève dans son dernier rapport que les interrogatoires des personnes enlevées et torturées en 2016 et 2017 menés en captivité par les forces de sécurité se concentraient sur des thèmes spécifiques relatifs aux LTTE. D'une part, les questions se focalisaient sur un possible regroupement des LTTE et sur un éventuel soutien financier ou autre depuis l'étranger. Les interrogateurs montraient en outre un intérêt pour des possibles connexions entre la diaspora et les manifestations au nord du Sri Lanka. Enfin, sur la base des témoignages, il y a lieu de conclure que les forces de sécurité restent engagées dans des opérations de nettoyage contre des personnes qu'elles considèrent comme des vestiges des LTTE. Un indice à cet effet ressortant des témoignages serait les photographies fixées au mur lors des interrogatoires où les visages d'ancien-ne-s combattant-e-s des LTTE étaient marqués et rayés. Des mesures sont prises en particulier contre les personnes ayant été actives pour les LTTE sous couverture et hors de la région de Vanni. Selon le rapport de l'ITJP (juillet 2017), les interrogatoires portaient également sur le soutien financier de la diaspora à des fins caritatives et la supposition des forces de sécurité que ces fonds auraient été utilisés pour les LTTE. » Source : OSAR – Organisation suisse d'aide aux réfugiés, Enlèvements de personnes tamoules ayant des liens avec les LTTE dans le district de Jaffna et dans la province du nord, 12 janvier 2019 : www.osar.ch/assets/herkunftsland/asiens-pazifik/sri-lanka/180112-lka-entfuehrungen-jaffna-f.pdf.

OSAR, 18 décembre 2016 :

« **Mécanismes de surveillance encore actifs – aussi au niveau local.** Selon le rapport du Conseil des droits de l'homme (CDH) du 28 juin 2016, une «culture du contrôle» prévaut dans le nord et l'est, et dans certains cas, les intimidations et autres pratiques de harcèlement perdurent. L'US Department of State (USDOS) et l'activiste des droits humains Ruki Fernando confirment aussi en 2016 que le contrôle persisterait particulièrement au nord et à l'est. Selon Shreen Saroor, les structures de surveillance (Criminal Investigation Department [CID], Terrorist Investigation Department [TID], Military CID, Police CID et les unités spéciales d'enquêtes), qui étaient rattachées au secrétariat du président et à certains ministères, n'auraient pas été démantelées jusqu'à présent. Elles auraient été très puissantes sous l'ancien gouvernement Rajapaksa et disposeraient encore de très nombreuses informations sur des activistes. L'International Crisis Group (ICG) rapportait le 18 mai 2016 que la surveillance par l'armée et la police serait certes moins agressive, mais permanente et intimidante. D'après les indications fournies le 29 septembre 2016 par une personne de contact active dans le domaine des droits humains dans la région de Vanni, la surveillance par les forces de sécurité dans la région de Vanni resterait très perceptible, et les mécanismes de surveillance existants seraient encore actifs. A Mullaitivu, un grand nombre d'activités, comme par exemple les réunions d'activistes des droits humains ou les mouvements de certaines personnes civiles, seraient ainsi surveillés par les forces de sécurité. Le CID sait par exemple, selon les indications de la personne de contact, quelles personnes entrent ou sortent du district de Mullaitivu. Une autre personne de contact rapportait le 15 octobre 2016 avoir des informations que des employés des services secrets et des forces armées non déterminées auraient procédé à quelques visites de maisons dans la région de Vanni. Le rapport de l'USDOS du 13 avril 2016 mentionne également que des membres des services de sécurité ont mené des perquisitions et surveillé des personnes privées avec très peu de contrôle judiciaire. Les SMS, e-mails et d'autres canaux de communication numériques de personnes privées auraient aussi été surveillés selon l'USDOS.

Selon des indications du 29 septembre 2016 de la personne de contact active dans le domaine des droits humains dans la région de Vanni, les informatrices et informateurs à l'échelon local sont encore une partie importante des mécanismes de surveillance. L'Eelam People's Democratic Party (EPDP) serait également encore actif dans la surveillance et la collecte d'informations. La population locale se sentirait menacée par cette présence et cette surveillance.

Membres des LTTE « réhabilités » et activistes des droits humains et des droits civils particulièrement dans la ligne de mire des forces de sécurité dans le Vanni. Selon les indications de la personne de contact active dans le domaine des droits humains dans la région de Vanni, différentes personnes se situent au centre de l'attention des forces de sécurité et sont surveillées et harcelées par celles-ci. Parmi elles, les membres « réhabilités » des Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE), ainsi que des personnes actives dans les domaines des droits civils et des droits humains. Selon les indications du 15 octobre 2016 d'une autre personne de contact active dans la région de Vanni, les employés des services de renseignement surveilleraient en particulier les anciens membres des LTTE. Le rapport du SEM du 5 juillet 2016 confirme aussi que les anciens membres des LTTE réhabilités et leurs familles sont surveillés. Ils sont également sommés de surveiller d'autres personnes réhabilitées et de servir comme indicateurs pour les services de sécurité. Le rapport du Conseil des droits de l'homme (CDH) mentionne que les personnes anciennement détenues ayant été libérées

après leur «réhabilitation», ainsi que les groupes de la société civile d'aide aux victimes continuent d'être régulièrement soumis à des contrôles de sécurité et des interrogatoires concernant leur travail. Selon les indications de l'USDOS, les forces de sécurité recherchent en tenues civiles les personnes et groupes représentant la société civile au nord et à l'est du pays. La plupart du temps ce seraient des fonctionnaires de police et moins souvent des militaires qui se rendaient sans invitation aux formations continues et ateliers organisés par la société civile, en particulier lorsque ceux-ci traitaient des droits humains, de la justice transitionnelle ou de la liberté des médias, entre autres. Ils photographiaient et filmaient ouvertement les contestataires et proches des victimes, interrogeaient les organisateurs et leur rendaient régulièrement visite sur leur lieu de résidence privé, appartements ou maisons. La Société pour les peuples menacés rapportait aussi en novembre 2016, en se référant à diverses sources, que l'espace pour le travail de défense des droits humains se serait réduit en 2016 au Sri Lanka et que les activistes sont soumis à des intimidations, au harcèlement et à la surveillance. Le journal Sunday Leader rapportait le 10 octobre 2016 l'existence d'une «Watch List» de femmes et hommes défenseurs des droits humains, lesquels sont surveillés par le TID. Le TID utiliserait apparemment aussi à l'heure actuelle cette liste, qui a été constituée pendant le mandat de l'ancien président Rajapaksa.

Surveillance des personnes de retour de l'étranger. Dans un précédent renseignement de l'OSAR de 2015, l'existence de cas documentés datant de 2015 avait été exposée, où des personnes ont été surveillées par les forces de sécurité à leur retour de l'étranger. Ledit renseignement soulignait déjà que la surveillance à l'échelon local comprenait les «nouveaux arrivants» et les personnes retournées dans les villages. Selon les indications actuelles d'une personne de contact active dans le domaine des droits humains dans la région de Vanni, les informatrices et informateurs locaux savent et informent les forces de sécurité par exemple lorsqu'une personne retourne dans un village du Vanni depuis l'étranger ou depuis une autre région du Sri Lanka.

Rapports de personnes rentrées depuis l'étranger devenues victimes de torture. L'ONG Freedom from Torture a souligné dans son rapport du 16 octobre 2016 avoir des informations sur 22 cas de torture depuis l'investiture du président Sirisena en janvier 2015. Six des 22 personnes, en majorité tamoules, auraient été torturées après un retour de l'étranger. Cinq des six personnes ont été arrêtées directement à l'aéroport, une autre a été arrêtée peu après son arrivée. Trois personnes ont été interrogées spécifiquement sur leur séjour et leurs activités à l'étranger, telles que par exemple la participation à des manifestations. Elles ont en outre été interrogées sur leurs contacts à l'étranger. Freedom from Torture estime que les cas démontrent que les autorités sri-lankaises gardent un vif intérêt pour les activités de la diaspora tamoule à l'étranger. De nombreuses personnes retournées au Sri Lanka depuis l'étranger et qui avaient un lien effectif ou présumé avec les LTTE – peu importe à quel niveau ou que ce soit directement ou par l'intermédiaire de la famille ou d'amis – ont été torturées et interrogées sur leurs activités et contacts à l'étranger. L'ITJP a tiré les mêmes conclusions dans différents rapports. » Source : OSAR – Organisation suisse d'aide aux réfugiés, La situation dans la région de Vanni, 18 décembre 2016 : www.osar.ch/assets/herkunftslander/asien-pazifik/sri-lanka/161218-lka-vanni-f.pdf.

Tamil Guardian, 5 décembre 2019 :

« Sri Lankan police have detained a Muslim man under Prevention of Terrorism Act (PTA) regulations, reportedly investigating an alleged plot to assassinate Sri Lankan president Gotabaya Rajapaksa or one of his family members. Four Tamil men who were also arrested were released on bail shortly after.

The five were all tenants of a house in Jayawardenapura and arrested by Katunayake police.

While the testimonies purportedly showed that four of the arrested - all Tamils - did not have any intention in partaking in the plot and so released on bail, the remaining suspect is being detained under a PTA detention order for 72 hours, obtained from the Minuwangoda court. »
Source : Tamil Guardia, Muslim man detained under PTA for alleged Gota murder plot, 4 Tamils bailed, 5 décembre 2019 : www.tamilguardian.com/content/muslim-man-detained-under-pta-alleged-gota-murder-plot-4-tamils-bailed.

Tamil Guardian, 26 novembre 2019 :

« Sri Lankan police arrested thirteen Tamils, including the Mullaitivu co-ordinator of the Tamil National People's Front (TNPf), while they were preparing for Maaveerar Naal remembrance tomorrow.

The group were clearing and decorating space in Mullivaikkal when Mullaitivu police and intelligence officers arrived and warned them not to carry out any remembrance activities. The police seized the red and yellow flags and other decorations the organisers were using and also arrested all thirteen individuals present, transporting them to Mullaitivu police station.

After extensive questioning the group were let go but warned to carry out the commemorations 'peacefully' and not to use LTTE flags or symbols. » Source : Tamil Guardian, 13 Tamils arrested during Maaveerar Naal preparations, 26 novembre 2019 : www.tamilguardian.com/content/13-tamils-arrested-during-maaveerar-naal-preparations.

Tamil Guardian, 24 novembre 2019 :

« Tamil language signboards have reportedly been vandalised by unidentified persons across Sri Lanka, just days after Gotabaya Rajapaksa was sworn in as president. Following last week's presidential election, a spur of racist events have taken place across the island, in which Tamil language signs are being forcibly removed or vandalised. [...]

According to BBC Sinhala reporter Azzam Ameen, Mahinda Rajapaksa "has ordered Police to immediately inquire and arrest and all those involved... (and) reinstate the damaged boards immediately". » Source : Tamil Guardian, Tamil language street signs vandalised across Sri Lanka, 24 novembre 2019 : www.tamilguardian.com/content/tamil-language-street-signs-vandalised-across-sri-lanka%C2%A0.

Tamil Guardian, 11 mai 2019 :

« The former LTTE cadre known as Ajanthan who was detained for six months under the Prevention of Terrorism Act (PTA) in connection with the murder of two police officers in Batticaloa has been released by the Batticaloa Magistrate's Court. [...]

On November 30 last year two police officers had been shot and stabbed to death at a check-point in Vavunathivu.

Two former LTTE cadres had been arrested in connection with the murders, and while one had been released on bail, Ajanthan had been kept in detention under PTA regulations. Although Tamil political and community representatives had maintained that former LTTE cadres were being unfairly scapegoated for the murders, the calls for Ajanthan's release had intensified since a link had been established between the murder incident and the Islamist extremists who carried out the bomb blasts in Batticaloa and Colombo on Easter Sunday. Ajanthan was released by the Acting Magistrate and told to appear before the Magistrate on May 13 to be officially cleared of the charges. » Source : Tamil Guardian, Former LTTE cadre released after 6 months detention over police murders, 11 mai 2019 : www.tamilguardian.com/content/former-ltte-cadre-released-after-6-months-detention-over-police-murders.

The Hindu, 29 novembre 2019 :

*« A cat is said to have nine lives, but **Douglas Devananda, Sri Lanka's newly sworn-in Minister for Fisheries and Aquatic Resources**, seems to have 12. **A one-time militant leader, Devananda, 62, has survived at least a dozen attempts on his life by the Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE) — from commando-style attacks to suicide bombings.** With his return to power, my mind wandered back to nearly 25 years ago when I reported for this newspaper one of the attempts by the LTTE to assassinate him. » Source : The Hindu, Not nine, but twelve lives, 29 novembre 2019 : www.thehindu.com/opinion/op-ed/not-nine-but-twelve-lives/article30109096.ece.*

USDOS, 13 mars 2019 :

*« **Throughout the country, but especially in the north and east, Tamils reported security forces regularly monitored and harassed members of their community, especially activists and former or suspected former LTTE members.** » Source : US Department of State (USDOS), Country Report on Human Rights Practices 2018 - Sri Lanka, 13 mars 2019 : www.state.gov/wp-content/uploads/2019/03/SRI-LANKA-2018.pdf.*

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) est l'association faîtière nationale des organisations suisses d'aide aux réfugiés. Neutre sur le plan politique et confessionnel, elle s'engage pour que la Suisse respecte ses engagements en matière de protection contre les persécutions conformément à la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Les activités de l'OSAR sont financées par des mandats de la Confédération et par des dons de particuliers, de fondations, de communes et de cantons.

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur le Sri Lanka ainsi que sur d'autres pays d'origine de requérants d'asile sous www.osar.ch/pays-dorigine.

La newsletter de l'OSAR vous informe des nouvelles publications. Inscription sous www.osar.ch/newsletter.